



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024
OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny
Route de la Jaille - 97122 Baie-Mahault

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Route de la Jaille - 97122 Baie-Mahault

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'association OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les produits liés à la participation des familles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Lamentin, le 18 février 2025

KPMG SA

Karine Jean-Baptiste-Moutoussamy

Associée

Actif			Au 31/08/2024			Au 31/08/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	5 946	2 323	3 622		
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	5 946	2 323	3 622		
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	6 546 390	4 441 021	2 105 368	2 089 092
		Inst.techniques, mat.out.industriels	846 958	719 703	127 255	97 409
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes				41 000		
TOTAL	7 393 349	5 160 724	2 232 624	2 227 502		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
TOTAL						
Total I		7 399 295	5 163 048	2 236 247	2 227 502	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	31 773	21 923	9 849	6 367
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	333 357		333 357	28 711
		TOTAL	365 130	21 923	343 206	35 079
	Divers	Valeurs mobilières de placement	1 629 000		1 629 000	1 229 000
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	1 889 804		1 889 804	2 208 384
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	50 630		50 630	69 336
	Total II		3 934 565	21 923	3 912 642	3 541 801
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		11 333 861	5 184 971	6 148 889	5 769 304	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2024	Au 31/08/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	449 433	449 433
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 785 986	3 185 195
	Report à nouveau	260 391	260 391
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		640 526	600 790
Situation nette (sous-total)		5 136 337	4 495 811
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	60 204	70 603
	Provisions réglementées		
Total I		5 196 542	4 566 414
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques	111 689	102 178
	Provisions pour charges		
Total III		111 689	102 178
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	429 712	640 051
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	9 235	6 720
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 375	99 787
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	58 768	69 348
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	284 564	284 803
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		840 657	1 100 710
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 148 889	5 769 304
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	49 418	52 065
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	35 802	31 319
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 487 709	1 491 152
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 655 507	1 551 347
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	11 258	10 056
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1 073	1 424
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 240 768	3 137 364
	Achats de marchandises	23 411	12 345
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 038 867	1 029 288
	Aides financières	74 159	81 450
	Impôts, taxes et versements assimilés	43 284	11 155
	Salaires et traitements	850 155	839 339
	Charges sociales	330 919	323 312
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	287 306	307 547
	Dotations aux provisions	13 716	14 320
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	10 369	1 083
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 672 190	2 619 843
1. Résultat d'exploitation (I-II)		568 577	517 520

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	64 268	6 798
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	64 268	6 798
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	8 794	13 812
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	8 794	13 812
2. Résultat financier (III-IV)		55 474	-7 014
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		624 052	510 506
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 645 22 686	65 417 26 680
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	26 332	92 097
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		809 299
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		1 108
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		26 332	90 989
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		VII VIII 9 858	705
Total des produits (I + III + V)		3 331 369	3 236 260
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 690 843	2 635 469
EXCÉDENT OU DÉFICIT		640 526	600 790
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



1 Informations générales

L'Externat Saint-Joseph de Cluny – La Jaille – BAIE MAHAULT a été créé le 02 février 1980 à la Préfecture de la Guadeloupe conformément aux stipulations de l'article 5 de loi du 1er juillet 1901 des associations libres selon les souhaits de sa directrice fondatrice, la soeur Anne Marie JAVOUHEY.

L'Association a pour objet d'assurer, conformément aux dispositions législatives ou réglementaires, la fondation et l'entretien d'écoles catholiques reconnues comme telles par l'autorité canonique compétente, notamment la gestion des établissements scolaires (Collège – L E P) ainsi que la gestion de tout ce qui, de près ou de loin, directement ou indirectement, se rapporte à l'éducation et à l'enseignement.

La nature des activités pédagogiques réalisées concerne l'enseignement secondaire pour le collège et le lycée professionnel. Une restauration scolaire est mise en place pour une bonne alimentation des jeunes.

L'Effectif moyen du Collège et du L E P est de 902 élèves répartis sur 40 classes.

Le nombre d'enseignant mis à disposition par l'Etat est de 51 et le personnel salarié de l'Ogec de 26.

L'établissement est implanté sur une surface de 4.32 HA à disposition de l'Externat Saint Joseph de Cluny.

Faits caractéristiques de l'exercice et postérieurs à la clôture : la diminution du nombre de lycéens assez important de 44 lycéens. Cette problématique est en cours pour trouver des solutions.



2 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe au 31 août 2024 conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (rèlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014, modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

L'exercice social clos le 31/08/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 6 148 889 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 640 526 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration.



3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	De 01 à 03 ans
Constructions	De 05 à 40 ans
Agencement des constructions	De 05 à 20 ans
Matériel et outillage industriels	De 02 à 10 ans
Agencements, aménagements, installations	De 03 à 10 ans
Matériel de transport	05 ans
Matériel de bureau et informatique	De 03 à 05 ans
Mobilier	De 05 à 10 ans



3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	956	4,990	-	-	5,946
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	6,307,181	253,994	14,784	-	6,546,391
	Install. Tech., mat., outillage	612,352	75,487	18,902	-	668,937
	Install. générales, ag. Am. divers	23,462	849	879	-	23,432
	Matériel de transport	25,190	-	-	-	25,190
	Mat. bur., informatique, mobilier	134,439	1,731	6,771	-	129,399
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	41,000	-	-	41,000	-
	Total III	7,143,624	332,061	41,336	41,000	7,393,349
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		7,144,581	337,051	41,336	41,000	7,399,296



3.1.1.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			4,990		
Immobilisations corporelles			332,061		
Immobilisations financières					
TOTAL			337,051		

3.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	41,000				41,336
Immobilisations financières					
TOTAL	41,000				41,336



3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	956	1,367	-	2,323
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	4,218,088	237,718	14,784	4,441,022
	Install. Tech., mat., outillage	550,472	33,896	18,902	565,466
	Install. générales, ag. Am. divers	21,611	950	879	21,683
	Matériel de transport	12,712	5,038	-	17,750
	Mat bur., informatique, mobilier	113,237	8,338	6,771	114,805
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	4,916,122	285,939	41,336	5,160,725
Total général		4,917,078	287,306	41,336	5,163,048

3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	956	1,367	-	-	-	2,323
Corporelles	4,916,122	285,939	-	41,336	-	5,160,725
TOTAL	4,917,078	287,306	-	41,336	-	5,163,048

Les amortissements sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation pour un montant de 287,306 euros.

Les biens sortis ont tous été entièrement amortis et sont hors services inutilisables ou remplacés pour une valeur de 41 336 euros.



3.2 Actif circulant

3.2.1 Actif circulant / Dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	27,628	4,205	9,909	21,924
Autres	-	-	-	-
TOTAL	27,628	4,205	9,909	21,924

Créances :

Les créances familles sont évaluées à leur valeur nominale. Celles-ci font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Description de l'actif déprécié	Valeur Actuelle Fin exercice	VNC début exercice	Évolution des dépréciations dans l'exercice		
			Dotation	Reprise	Poste résultat
Familles douteuses	21,924	27,628	4,205	9,909	Exploitation

3.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

Les autres créances pour un montant total de 333 357 euros représentent :

Fournisseurs avances et acomptes pour 12 452 euros.

Indemnités journalières CGSS et prévoyance pour 1 178 euros reçu en 2025

Solde Département pour 297 208 euros reçu en septembre 2024

Solde Région pour 926 euros sous réserves transmission des dépenses réelles

Un prêt de trésorerie à l'OGEC Sainte Marie de 20 000 euros remboursables en 2 échéances

Les remboursements de formations pour 891 euros effectués en octobre 2024

La taxe sur les salaires pour 703 euros.



3.2.3 Charges constatées d'avance et écarts de conversion d'actif

Les charges constatées d'avances s'élèvent à 50 631 euros.

3.3 Dépréciation de l'actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations corporelles				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Usagers	27,628	4,205	9,909	21,924
Autres				
TOTAL	27,628	4,205	9,909	21,924

3.4 Fonds propres

3.4.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste "Report à nouveau".

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste "Fonds Propres" du bilan. Il s'agit de mouvement de poste à poste.

Un tableau de variation des fonds propres est joint.:



Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	449,434	-	-	-	-	-	-	449,434
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	3,185,196	600,791	-	-		-		3,785,986
Report à nouveau	260,391	-	-	-		-		260,391
Excédent ou déficit de l'exercice	600,791	-600,791	-	640,526	-	-	-	640,526
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	70,603			12,288		22,686		60,205
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	4,566,415	0	-	652,814	-	22,686	-	5,196,543



3.4.2 Le résultat de l'exercice

Le résultat définitivement acquis à l'organisme s'élève à 640 526 euros.

3.4.3 Réserve pour projet associatif

Le projet associatif est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'association ou de la fondation pour réaliser l'objet social

Intitulé des projets	Montant début exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement : transfert vers le compte 1027)	Montant fin exercice
Projet 1 Investissements	1,489,825	200 ,263			1,690,088
Projet 2					
Projet 3					

3.4.4 Autres réserves

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves de trésorerie	1,695,371	400,527		2,095,898

3.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	102,179	9,511		111,690
TOTAL	102,179	9,511		111,690



3.5.1 Provisions pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Provisions pour risques d'emploi				
Autres provisions pour risques				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour grosses réparations	34,705			34,705
Autres provisions pour charges	67,474	9,511		76,985
TOTAL	102,179	9,511		111,690

3.5.2 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	76,985		76,985
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

Selon la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée

à l'exercice précédent :

Le salaire en fin de carrière

Les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisé sur l'ancienneté.

La quotité des droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective.

Le départ volontaire à l'initiative du salarié.

Age de départ à la retraite : 67 ans

Le taux de rotation du personnel : 1 %.

Le taux moyen d'augmentation des salaires : 2.5%.

Taux d'actualisation retenu : 3.44%

Taux moyen des charges social annuel : 37 %.



3.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	31,773	31,773	
	Autres	333,357	333,357	
Charges constatées d'avance		50,631	50,631	
TOTAL		365,130	365,130	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	429,713	120,337	309,376	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		9,236	9,236		
Fournisseurs et comptes rattachés		58,376	58,376		
Dettes fiscales et sociales		58,768	58,768		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		284,565	284,565		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		840,658	531,282	309,376	
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice			210,051		
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					



3.7 Compte de résultat

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	-	-	-	-
- Legs, donations et assurances-vie	-	-	-	-
- Mécénat	-	-	-	-
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	-	-	-	-
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	49,418		52,065	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-		-	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1,616,536		1,622,992	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1,655,507		1,551,347	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	9,909	-	9,856	-
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-	-	-
TOTAL	3,331,370	-	3,236,260	-
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	-	-	-	-
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-	-	-	-
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2,667,270	-	2,620,444	-
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	13,716	-	14,321	-
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	9,858		705	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
TOTAL	2,690,844	-	2,635,470	-
EXCEDENT OU DEFICIT	640,526	-	600,791	-



3.8 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	11,039	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	11,039	



4 Informations relatives à la fiscalité

4.1 Ventilation de l'origine de l'IS

	Résultat courant	Résultat exceptionnel (et participation)
Résultat avant impôts	650,384	
Impôts : VMP au taux de 24 %	9,858	
Résultat après impôts	640,526	

4.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	9	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	17	
Ouvriers		
TOTAL	26	

4.3 Contributions volontaires en nature (CVN)

Les contributions volontaires en nature n'ont pas été déterminées et ne sont pas comptabilisées parce que jugé non significatif pour l'association. Il s'agit de membres d'honneur de diverses associations.



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Route de la Jaille - 97122 Baie-Mahault

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Quartier Acajou
Le Lamentin 97232
Martinique

OGEC Externat Saint-Joseph de Cluny

Route de la Jaille - 97122 Baie-Mahault

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2024

À l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Le Lamentin, le 18 février 2025

KPMG SA

Karine Jean-Baptiste-Moutoussamy
Associée

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EDHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92056 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 725 417 RCS Nanterre